

ÉTHIQUE ET CODE DE CONDUITE

«Les partis politiques sont des machines électorales !»

«Les partis politiques sont dénués d'ancrage dans la société, ils ne sont visibles que lors des rendez-vous électoraux. La dernière élection présidentielle a montré à quel point la pratique de la politique a perdu de son efficacité et de sa vocation, qui est celle d'instaurer un projet de société et d'œuvrer à l'exécuter. Elle ne sert qu'à la cooptation et au partage des postes politiques, pire "au courtage politique". Le cas de l'Alliance présidentielle en est la preuve irréfutable. Cette Alliance aurait pu être une excellente idée si elle permettait de cristalliser les efforts pour la construction d'un vrai projet national mais, malheureusement, les partis politiques sont devenus des machines électorales. Quant à l'opposition, elle est verbale et sonne, souvent, comme un appel du pied».

Ce sont là les propos du politologue, Mohamed Hanad, qui a longuement disserté sur la pratique politique en Algérie. Pour lui, «le pluralisme politique ne veut pas dire régime démocratique, au contraire les partis politiques continuent à perpétuer la pensée unique et les pratiques du parti unique. Quant à la communication, elle est quasiment absente. Et, pour préparer l'opinion publique à des projets politiques, on a recours à la rumeur, comme c'est le cas pour la création du parti de Saïd Bouteflika ou encore l'amnistie générale».

En faisant l'historique de l'expérience politique algérienne, l'orateur a expliqué que «le pouvoir, en ouvrant tous azimuts, et dans la célérité, le champ politique, ne cherchait pas à instaurer le pluralisme mais à le parasiter et, enfin, à le discréditer». Il a estimé que «nous devons revoir notre relation avec l'Histoire, notre identité, qui doit être dynamique, et démystifier les constantes pour qu'elles ne soient plus un fonds de commerce pour les partis».

Pour ce qui est du syndicalisme et du mouvement associatif, le constat est fait de sorte que la seule alternative qui reste est la démocratie participative et active, qui intègre tous les acteurs de la société sans ostracisme, ni exclusion.

Cette réalité algérienne a été mise à nue lors d'une rencontre organisée, jeudi, par le Centre d'information et de documentation sur les droits de la femme et de l'enfant (Cideff) en partenariat avec la Fondation Frederick Neuman et avec le soutien de l'Union européenne autour du thème «la liberté d'organisation et de rassemblement». Un thème, fort pertinent, qui a été débattu

par les représentants des partis politiques, des syndicats et des associations, à la maison Diocésaine. La directrice du projet régional arabo européen pour le droit à l'organisation et au rassemblement Ubab Murad a, lors de sa communication, présenté une ébauche du code de conduite de la société civile élaborée dans le cadre d'une concertation avec plusieurs pays arabes, dont le but et la démocratisation de la pratique associative, syndicale et politique.

Ce projet, inscrit, sous la houlette de la Ligue arabe, a déjà fait l'objet de débats en Jordanie, Liban, Palestine, Egypte et, après l'Algérie, les concertations devront se poursuivre au Maroc et en Tunisie.

Elle a précisé que «le texte est appelé à être enrichi pour l'adapter à la réalité du terrain et avec les spécificités de chaque pays». Les intervenants, au cours de

l'atelier, ont demandé la modification de certains concepts et définitions, jugés inadéquats sur le plan sémantique.

Les représentants des associations ont accusé l'administration de pratiquer la politique de deux poids deux mesures et de lenteurs bureaucratiques, qui ne sont pas toujours innocentes, notamment dans l'octroi d'agréments et de faire, même, dans la discréditation de certaines associations en leur reprochant de recourir aux financements étrangers alors que l'Algérie a signé, souverainement, des accords de partenariat avec, notamment, l'UE et avec d'autres pôles régionaux qui intègrent la société civile.

Un intervenant a plaidé pour l'organisation d'un cadre qui permettrait l'élaboration d'une charte d'éthique algérienne. Le professeur Arous Zoubir a axé sa communication sur les associa-

tions, qu'il a divisées en trois types : «celles, a-t-il dit, qui tournent avec le même président et quelques membres. Celles-là existent uniquement pour glaner des intérêts personnels. Ce sont des associations parasites, qui ne présentent jamais leurs bilans moral et financier. Il y a celles qui sont imbriquées avec le pouvoir, qui se manifestent lors des campagnes électorales et qui se recrutent dans les organisations de masse. Elles se comportent comme des partis politiques.

Et, enfin, il y a celles qui sont réellement actives et travaillent en œuvrant pour un changement de la société».

Il a affirmé que «les associations doivent trouver un cadre adéquat, et travailler dans la transparence, ne plus être de simples intermédiaires entre les ONG et le pouvoir, et coopérer entre elles pour plus d'efficacité».

A signaler que la loi 1990/31 sur les associations sera prochainement amendée. La représentante de l'UGTA, Mme Rahmani, qui intervenait en dernier, a longuement parlé du mouvement syndical et exhorté les associations, notamment celles qui travaillent pour la promotion des femmes, à plus de participation dans la vie sociale et politique en insistant sur leur adhésion au projet de loi sur les quotas pour les femmes aux postes politiques, vu qu'elle est membre de la commission installée par le ministre de la Justice pour l'élaboration d'un mécanisme pour sa mise en œuvre et son intégration dans les règlements des partis et des syndicats.

Les grands absents de la rencontre sont les syndicats autonomes qui ont, quand même, trouvé au sein de l'assemblée de fervents défenseurs.

Fatma Haouari

PROFESSIONS D'ARCHITECTE ET D'URBANISTE

Cap sur l'assainissement et la réorganisation

La profession d'architecte et d'urbaniste, minée par des pratiques indues, est en cours d'assainissement, de réorganisation et de révision du cadre réglementaire la régissant.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Il y a des usurpateurs, de l'usage de faux dans les professions d'architecte et d'urbaniste, affirme Khaled Benboulaïd, président du Conseil national de l'ordre des architectes (Cnoa).

Jeudi dernier, en marge de la cérémonie de prestation de serment collectif de 1 300 étudiants diplômés en architecture, le président du Cnoa a reconnu que la profession est minée par des pratiques illicites.

Voire, le «gré à gré maquillé» entre maître d'ouvrage et maître d'œuvre est pratiqué, dira Khaled Benboulaïd. Sans être précis, il a affirmé que «beaucoup d'argent» est perdu du fait de ces pratiques indues, même si des sanctions sont prises contre les contrevenants.

Le président du Cnoa estime également que le travail architectural atteint, à peine, un taux de 20% de qualité. Il s'agit, donc, de «baliser» la pratique même si Khaled Benboulaïd précise que les honoraires perçus par les architectes opérationnels restent faibles, qu'«il n'y a pas d'ordre parallèle» et que «la page est tournée».

Pour mettre un terme à ces errements, l'Ordre des architectes a déjà entamé un processus d'assainissement interne et de la maîtrise d'œuvre. Selon le président du Cnoa, cette démarche devrait donner de bons résultats.

De même, la profession, qui compte 9 000 architectes, dont 4 000 inscrits au tableau de l'Ordre, fait l'objet d'un travail de réorganisa-

tion. Il est, ainsi, question de revoir et de clarifier les dispositifs réglementaire et législatif régissant l'organisation du stage d'architecte, créer une nouvelle instance organique locale au sein du Cnoa et enrichir son règlement intérieur, ainsi que d'élaborer un code des devoirs professionnels et un avant-projet de loi sur la maîtrise d'œuvre.

Il s'agit, aussi, d'impliquer davantage les professionnels dans l'évaluation des projets architecturaux et urbanistiques, de les «responsabiliser», selon Khaled Benboulaïd, et de développer la formation pratique dans les chantiers.

Dans cet ordre d'idées, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Nouredine Moussa, qui a présidé la cérémonie de prestation de serment, a appelé à développer de «véritables bureaux d'études». Il s'agit de «ne plus pen-

ser en termes de cabinets individuels» mais de spécialiser la profession, qui compte actuellement plus de 3 000 cabinets.

Pour Nouredine Moussa, une synergie entre les intervenants dans l'acte de bâtir, dont les ingénieurs urbanistes, est nécessaire, d'autant plus qu'il faut relever le défi de la qualité pour assurer la réussite des programmes lancés en matière de construction et équipement.

En rappelant que 1 300 étudiants diplômés en architecture, de 48 wilayas du pays, ont prêté un serment collectif, au terme d'un stage de 18 mois.

Une promotion baptisée au nom du défunt Mohamed Maghlaoui, honorable commis de l'Etat, ancien ministre des Transports et également ministre de l'Habitat, et qui fut le parrain du Cnoa.

C. B.

MOHAMED CHÉRIF OULD-HOCINE À LA CHAÎNE II

Bonne récolte de céréales pour cette année

Une récolte de 50 millions de quintaux de céréales est attendue pour cette année. C'est ce qu'a annoncé, jeudi dernier, Mohamed Chérif Ould-Hocine.

Invité de l'émission «Les débats de l'été» de la Radio Chaîne II, le président de la Chambre nationale de l'agriculture dira que la production sera importante grâce à la bonne pluviométrie et aux conditions météorologiques et hydrauliques enregistrées cette année.

«Mais, prévient-il, il faut réunir les moyens matériels pour avoir une bonne récolte», car l'état du matériel agricole peut susciter quelques inquiétudes. «Les machines datent de plusieurs décennies.» Il existe près de 8 500 moissonneuses-batteuses à travers les 24 wilayas agricoles du pays mais, pour «la majorité, sont anciennes et usées», affirmera Mohamed Chérif Ould-Hocine. A cela, s'ajoutent le manque de pièces de rechange et le problème de la contrefaçon, dont se plaignent

également les agriculteurs. Le président de la Chambre nationale de l'agriculture soutient le choix de l'Etat, qui «a investi de l'argent pour reprendre les complexes de Sidi Bel-Abbès et de Constantine. «Notre agriculture ne se modernisera pas sans la modernisation des moyens», dira-t-il en substance. S'agissant du stockage de la production, l'invité de la Chaîne II a insisté sur le rôle de l'Office des céréales (OAIC). «Il faut collecter toute la production, et le ministère de l'Agriculture incite les agriculteurs à aller vers l'OAIC», dit-il.

Et de souligner que l'Oaïc dispose de magasins et de hangars ayant une capacité de stockage de plus de 12 millions de quintaux de céréales et de 20 millions de quintaux de semence. «Tous les moyens de l'Etat sont réunis. Même le privé et les fellahs ont été

mobilisés pour que la récolte soit stockée au sein de l'OAIC», affirme-t-il. Les sacs de stockage de la récolte sont prêts et pour assurer le transport des camions ont été commandés à la SNVI.

A la question relative à l'effacement des dettes des agriculteurs auprès de l'Etat, l'intervenant dira que «les dossiers sont en train d'être traités, de la manière la plus sereine, au niveau du ministère des Finances et des banques».

Rappelant que les machines agricoles sont chères et sont importées, le président de la Chambre de l'agriculture invite les fellahs à s'adresser aux coopératives pour une «utilisation commune du matériel agricole».

Concernant la tomate industrielle, l'invité de la Chaîne II rappellera que dans les années 95/96 «nous avons eu une production de 120 000 tonnes de tomates de très bonne qualité». Une filière importante qui, dit-il, «peut être exporta-

trice». D'ailleurs, 33 unités de productions de tomate industrielle sont disponibles, mais «aucune ne travaille à 100%. Elles ont même opté pour l'importation de la tomate industrielle». L'Algérie, selon l'intervenant, compte actuellement 18 000 plantations de tomates et produit 43 000 tonnes de tomate concentrée. «Cette filière va géné-

rer de la richesse, dont la création de plus de 100 000 postes d'emploi», souligne-t-il.

Enfin, concernant le lait, il dira qu'il faut un contrat ferme d'une année avec les fellahs car «les producteurs se tournent vers la poudre de lait importée dès que son prix baisse».

Rym Nasri

Vers un déploiement des exploitations

«Nous avons plus de 850 000 exploitants agricoles, dont 431 000 ont plus de 50 ans», indiquera Mohamed Cherif Ould-Hocine. La Chambre nationale de l'agriculture œuvre pour un «rajeunissement» de l'exploitant agricole. Pour revaloriser l'agriculture, les fellahs doivent s'inscrire dans la modernité et assimiler les nouveautés de ce secteur en matière de semences, d'engrais et de matériel. «Aujourd'hui, un fellah a un statut, alors que ses homologues dans les grandes nations agricoles n'en ont pas», dit-il.

Actuellement, l'Algérie dispose de 860 000 exploitations agricoles, mais «il nous faut davantage», dit-il. Et d'ajouter que la tutelle va vers le déploiement des exploitations. «Au lieu d'avoir deux exploitants qui ont respectivement 5 ha et 3 ha, nous aurons un seul avec 8 ha à exploiter».

R. N.